

## Menace sur l'eau au Brésil

Bernard Lestienne, s.j.

Numéro 779, juillet-août 2015

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/78135ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lestienne, B. (2015). Menace sur l'eau au Brésil. *Relations*, (779), 9–9.



# Menace sur l'eau au Brésil

**BERNARD LESTIENNE, S.J.**

Il est paradoxal qu'on puisse parler de carence d'eau au Brésil, tant ce pays est riche de cette ressource. Pourtant, la manière dont les sols ont été occupés et exploités et la dégradation des écosystèmes ont entraîné de profonds changements dans les cycles hydrologiques. Déboisement, désertification, épuisement de sources d'eau, usage exagéré d'engrais toxiques et pollution industrielle sont quelques-uns des facteurs ayant conduit à l'appauvrissement des ressources en eau qui compromet gravement le développement futur au Brésil.

Dans ce contexte, le déboisement a déjà grugé près de 20% de la région amazonienne, ce qui affecte nettement les flux d'humidité des régions sud et sud-est du pays, d'où provient plus de 60% du PIB, ce qui a de graves conséquences sur la création d'emplois et la production de biens de consommation. D'autres régions, comme le Nord-Est, sont touchées par un processus de désertification. Plus de mille municipalités dans les régions semi-arides de la Caatinga, par exemple, souffrent aujourd'hui de désertification à différents niveaux, avec une perte continue sur le plan de la production agricole.

La région de la Mata Atlântica, sur la côte sud et sud-est du pays, n'a plus que 7% de sa couverture forestière originelle. Des millions de sources d'eau et de milieux aquatiques ont été détruits. Le Cerrado, une importante région de savanes qui couvre les États de Bahia, de Minas Gerais, de Goiás et de Tocantins, est couvert de cultures intensives de soja, extrêmement hydriques, sur environ 50% de son territoire.

Il n'est donc pas surprenant d'assister à une diminution, parfois dramatique, des ressources d'eau pour l'agriculture, l'industrie et la consommation urbaine. La compétition pour l'accaparement de ces ressources est à

présent aggravée par de grands travaux d'infrastructure qui modifient la dynamique de grands fleuves. Apparaît un nouveau paradoxe : les grands barrages érigés pour la production d'énergie hydroélectrique deviennent peu à peu des réservoirs qui se vident. Or, l'énorme coût écologique et social de ces barrages – dont les populations locales et indigènes sont les premières à souffrir – a été sous-estimé par les pouvoirs publics et économiques. On note, entre autres, de graves pertes sur le plan de l'identité culturelle et des processus productifs traditionnels.

**Plus de mille municipalités dans les régions semi-arides de la Caatinga, par exemple, souffrent aujourd'hui de désertification, avec une perte continue sur le plan de la production agricole.**

En dépit de cette dégradation environnementale continue, non seulement vivons-nous une période de désarticulation et d'absence de politiques publiques écologiques, mais nous faisons face, en plus, à un véritable assaut de la part du Congrès national contre un ensemble de normes juridiques de protection de l'environnement.

Il n'y a pas, dans la société brésilienne, une conscience des impasses écologiques globales ni de demandes en faveur de changements sur la question de l'eau en particulier, même dans des situations critiques, comme ce fut le cas lorsque la ville de São Paulo a manqué d'eau récemment. On remarque une déconnexion entre la réalité et les comportements quotidiens. Les causes de ce phénomène doivent être analysées. Est-ce le mythe des ressources naturelles infinies, ou encore la soif de consommation, qui empêche une juste perception des faits? Ou est-ce l'individualisme exacerbé qui ne permet pas de penser et de réfléchir à la notion de bien commun? L'air,

l'eau, les forêts, les sols, les fleuves, les océans sont tous des biens de propriété collective, mais la société ne le perçoit pas.

Par quel chemin sortir de cette impasse? Les solutions pour transformer la réalité existent déjà dans notre société, mais en nombre insuffisant. Il y a, par exemple, des pratiques de protection des sources et des rives des fleuves, essentielles pour garantir les flux d'eau. Des expériences encourageantes de restauration de forêts et de bassins hydrographiques ont eu de bons résultats écologiques et aussi économiques, contribuant à la création d'emplois et de richesse. On ne peut oublier, en effet, que la dégradation écologique est en même temps un processus d'appauvrissement, car la raréfaction des ressources affecte la capacité de survie de millions de personnes.

Une agriculture et une foresterie écologiques, sous la forme de petites propriétés, contribuent également à une gestion adaptée des eaux, tandis que les grandes monocultures épuisent les ressources hydriques. Le financement gouvernemental, y compris les crédits agricoles des banques publiques, devrait donc être inversé : plutôt que de soutenir essentiellement l'agrobusiness du soja destiné à l'exportation, il devrait prioriser le maintien des petites propriétés ayant une production diversifiée en aliments et en bois.

Compte tenu que l'eau est une ressource si essentielle au maintien de la vie, de la société et de son économie, et que l'on a atteint des limites critiques, il est urgent d'élaborer et de mettre en œuvre des politiques publiques adaptées visant une gestion juste et efficace de l'eau. L'État a une responsabilité à cet égard qu'il ne peut déléguer. Et la société civile a la responsabilité de le lui faire comprendre et de promouvoir une relation plus harmonieuse avec la nature. ●

L'auteur, jésuite, est membre de l'Institut brésilien de développement (IBRDES), à Brasília